

ALGER : DERNIER MEETING DE BOUTEFLIKA

«Jamais d'amnistie générale sans référendum»

Bouteflika a clôturé, hier lundi, sa campagne électorale pour la prochaine présidentielle, comme il l'avait entamée, avant l'heure, le 12 février dernier : à la même salle de la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf, dans le même décor et le même faste à l'américaine, les «officiels» en moins.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Sur instruction du «candidat» lui-même, il attaque : «Notre pays est revenu de loin, de très loin ! Il était écrit quelque part que notre pays ne mourra pas. Il a définitivement derrière lui une crise qui a failli l'emporter. Nous avons traversé une grave crise qui a manqué souffler notre jeune Etat. C'était la conséquence d'un cumul d'erreurs de ceux qui ont dirigé le pays. Mais aussi d'un terrorisme des plus barbares. Aujourd'hui, il est utile de nous interroger sur les raisons qui nous ont menés à cette situation pour que, plus jamais, celle-ci ne se reproduise.»

Après avoir exhorté la jeunesse algérienne à se mobiliser, il reprendra : «Nous sommes tous concernés par la

nécessité de recouvrer la paix et la sécurité. Ceci étant, je tiens à dire que ma priorité à moi demeure le rétablissement définitif de la paix et de la sécurité. La majorité écrasante du peuple algérien a ouvert ses bras à tous ceux qui ont déposé les armes. Je leur dis, en votre nom à tous, soyez les bienvenus.» Il ajoutera aussitôt : «La charte pour la paix et la réconciliation nationale a grandement contribué à faire revenir la sécurité et la confiance. Et c'est pour cela que je demeure profondément attaché au choix de la réconciliation nationale. Mais que tout le monde le sache : soyez-en certains, nous allons éliminer le terrorisme. Car le peuple algérien en a assez ! Que tout le monde sache que nous n'abdiquons ni ne plions face à ceux qui tiennent encore au terrorisme. Le peuple algérien, l'ANP et tous les services de sécurité vont éliminer, je dis bien éliminer, éliminer définitivement le terrorisme !» Comme partout où il est passé depuis le 19 mars, Bouteflika développe le même discours à l'endroit du courant islamiste et du terrorisme. «L'amnistie générale ? Que les choses soient claires : on ne touchera pas un seul mot de la charte pour

la paix sans que le peuple algérien soit consulté par référendum. Et puis il n'y aura jamais d'amnistie tant que tous les groupes terroriste ne déclarent pas leur reddition. Il n'y aura jamais d'amnistie au profit de quiconque tant que demeure ne serait-ce qu'un seul terroriste au maquis. Ce fléau (le terrorisme, ndlr) nous a coûté des dizaines de milliers de victimes et nous allons en finir définitivement !»

Bouteflika, qui avait terminé à ce moment-là la lecture de son discours écrit, fixera l'assistance et lancera : avec votre permission à tous, je m'adresse ici à la presse écrite : j'ai fait un discours, maintenant je vais vider mon cœur !» Il reprend avec l'assistance donc et, cette fois, c'est un discours improvisé dans le pur style des années 1999-2000 !

«C'est à vous d'éduquer vos enfants, d'embellir vos maisons, pas à l'Etat !»

«Vous m'avez (le peuple, ndlr) comblé de plaisir à quatre reprises : 1999, 2004 et surtout à l'occasion des deux référendums de 1999 et 2005. Et je vais vous le confier franchement : n'était la majorité écrasante que voue m'aviez exprimée en 1999 et 2005, je n'aurais jamais poursuivi ma mission avec vous. Ce sera la même chose cette fois-ci encore. Sans une majorité écrasante du peuple algérien, je ne continuerai pas ! Que les choses soient claires.» Il revient,

comme à chaque fois, sur ses visites en Kabylie. «J'ai visité Béjaïa, j'ai visité Tizi-Ouzou. Eh bien, j'y ai trouvé des nationalistes, que des nationalistes ! A présent, et je vous le dis tout de suite, s'il y a des problèmes économiques, culturels ou je ne sais quoi encore nous allons leur faire face. Le cauchemar est derrière nous. Il faut toutefois retrouver vos manches !»

A l'assistance, symboliquement vou-lue jeune, il lancera : «Vous les jeunes, secouez-vous ! Vous êtes jeunes et l'Algérie a les moyens d'organiser deux coupes du monde. Je dis bien deux coupes du monde. L'Algérie a besoin de médailles, elle a besoin d'une équipe nationale de football très forte. L'Algérie a besoin que son drapeau flotte haut, très haut. L'Algérie dispose de trois cartes majeures à jouer : la terre, la jeunesse et les femmes. Si avec ces cartes-là, on ne réussit pas, si avec ces cartes-là on ne dévore pas l'ogre, eh bien que l'ogre nous dévore tous alors!»

Il évoque l'agriculture : «Nous avons mis 1000 milliards de dinars pour l'agriculture. Mais où êtes-vous, les paysans ? Où êtes-vous, pardi ! C'est pas de diplômés dont nous manquons mais de vrais paysans qui travaillent la terre.» Il enchaîne tout de suite après avec le civisme. «Nous avons construit un million de logements et nous allons en construire encore un million et demi.

Chaque Algérien et chaque Algérienne aura son propre logement. Mais je vous le dis tout de suite : je le jure devant Dieu le Tout-Puissant que, désormais, celui qui va me construire un bidonville sera jeté en prison ! Vous avez enlaidi l'image du pays. Et puis, c'est quoi cette habitude, que j'ai personnellement vue d'est en ouest et qui consiste à entamer des constructions, on y met un garage, un étage à habiter et deux ou trois autres restent éternellement inachevés ! Et quand on pose la question, mais pourquoi vous ne finissez pas vos maisons, on vous répond : mais on attend l'Etat pour le faire. Non ! Non ! Non ! Que chacun s'occupe de sa propre maison. De sa propreté ! Je ne comprends toujours pas que l'on roule en Mercedes alors que l'on habite une maison sale et dégradée. Les Algériens sont tous des jaloux. Dès que vous voyez quelqu'un habiter une belle maison, vous le dénigrez dans son dos ! Et s'il a les moyens de se la permettre ? Et s'il a, lui, le savoir-vivre ?» Même topo s'agissant de l'éducation. «Tout le monde s'en prend au système éducatif. Soit, admettons que l'école, le système éducatif ne remplissent pas leur mission convenablement. Et vous ! Et la famille, que fait-elle ? C'est à vous, d'abord, d'éduquer vos propres enfants pas à l'Etat !»

K. A.

DJAHID YOUNSI À LA SALLE ATLAS
Pour une amnistie globale

En clôturant hier à Bab-El-Oued, à Alger, sa campagne électorale pour la présidentielle de jeudi prochain, l'islahiste Djahid Younsi a plaidé tant pour une amnistie globale et une véritable réconciliation que pour rendre l'espoir à la jeunesse.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Barakat, barakat» des politiciens «défaillantes». Un slogan, récurrent certes dans son discours électoraliste mais que le candidat d'El-Islah pour la présidentielle de jeudi 9 avril, Mohamed Djahid Younsi, a pourtant répété hier, à la salle Atlas dans le quartier algérois de Bab-El-Oued, en clôture de sa campagne électorale. Une salle bondée de jeunes, adolescents et enfants, fort adeptes du brouhaha et des slogans tels

«djeïch, chaâb, maâk ya Djahid», auxquels le candidat a adressé un discours voulu leur rendre l'espoir. Un espoir et une rupture loin, clamera-t-il, des politiques successives menées durant les décades écoulées, contraignant les jeunes à choisir entre «le maquis, la harga ou la prison». Des jeunes que le candidat islahiste a appelés à être fidèles aux martyrs du pays, à accomplir une «intifadha électorale» le 9 avril prochain, jour, selon lui, du «jugement» pour les

dirigeants défaillants. Djahid Younsi a réitéré hier ne pas considérer les partisans du boycott électoral comme ses adversaires dont il partage le constat mais avec qui il diverge sur la méthode. Néanmoins, le candidat d'El-Islah a estimé que la logorrhée verbale pour le boycott converge vers l'inaction des dirigeants qui veulent rester au pouvoir. Des jeunes auxquels il a promis notamment de combattre le chômage, leur assurer des postes d'emploi et de réduire la durée du service national à six mois. Mais c'est sur la thématique de la réconciliation nationale, développée par son principal compétiteur électoral, le candidat indépendant Abdelaziz Bouteflika, dont il n'a pourtant jamais évoqué le

nom, que Djahid Younsi adoptera un discours voulu différent. Oui, dira-t-il, à la réconciliation nationale véritable et non à celle qui porte en elle les germes de la division, de l'émiettement et des motivations éradicatrices. Non, clamera-t-il, à la réconciliation qui favorise la fitna et la rancœur et oui à la réconciliation qui rendra à tout un chacun ses droits et sa dignité. Dans cet ordre d'idées, le candidat d'El-Islah prônera une «amnistie globale» sans être davantage explicite. Comme le candidat d'El-Islah a critiqué les «meetings fabriqués» du président-candidat et l'instrumentalisation des walis et de l'administration dans la campagne électorale.

C. B.

CAMPAGNE ÉLECTORALE POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Quand Zerhouni parle de liberté d'expression

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Yazid Zerhouni, a déclaré, hier, que «toutes les conditions sont réunies pour le bon déroulement de l'élection présidentielle du 9 avril 2009», lors des essais dynamiques de la première rame du métro d'Alger auxquels il a pris part.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Le ministre, qui évoque des «dépassements» de la part de certains candidats à cette échéance «importante», a estimé que la campagne électorale s'est déroulée dans de «bonnes» conditions.

«La campagne électorale s'est globalement déroulée dans de bonnes conditions, malgré quelques écarts de langage inexplicables venant de certaines personnes lors des meetings populaires», a-t-il regretté. «L'Etat a assuré les conditions favorables à la libre expression à l'ensemble des candidats. Cette liberté a été assurée même pour ceux qui sont allés loin dans les dépassements», ajoutera le ministre, sans citer nommément leurs auteurs.

La liberté d'expression dont parle le premier policier du pays semble toutefois assurée à ceux qui répondent oui à l'appel au vote. Car, il y a à peine trois jours, des militants du

Rassemblement pour la culture et la démocratie, menés par leur président Saïd Sadi, ont été empêchés de sortir dans la rue pour distribuer des tracts appelant au boycott d'une élection présidentielle entachée de discrédit, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

L'indifférence des citoyens algériens, préoccupés par la flambée des prix des fruits et légumes, est la preuve du désintérêt général d'une population souhaitant le départ d'un régime politique qui ne cherche que sa survie.

Le traitement réservé par les médias étrangers à ce rendez-vous électoral sonne aussi comme une réponse aux gouvernants algériens qui soutiennent mordicus que l'Algérie «avance bien» en matière de promotion des libertés démocratiques. Ce constat ne semble pas gêner le ministre de l'Intérieur qui se montre confiant quant à l'importance du taux de participation. «Un

nombre d'indicateurs offre une idée sur l'engouement populaire à ce scrutin», a-t-il estimé. Les 168 000 citoyens qui se sont présentés «volontairement» pour changer leur statut, dans le cadre de l'opération de révision des listes électorales, constituent, pour Zerhouni, une preuve de la «prise de conscience» des Algériens. Le ministre de l'Intérieur ajoutera,

en guise de comparaison, qu'en 2004, seulement 24 000 citoyens se sont présentés pour la même raison.

Mais cela suffit-il pour convaincre que ce jeudi, les citoyens se bousculeront pour élire un président dont on connaissait le nom avant même le début de la campagne ? Par ailleurs, M. Zerhouni a souligné que les observateurs internatio-

naux ont pris connaissance des «conditions» qui entourent cette élection et les garanties sont réunies pour un scrutin transparent.

«Les observateurs ont pu vérifier de visu l'organisation de la campagne électorale et les garanties mises en œuvre pour une meilleure liberté d'expression», a-t-il conclu.

L. M.

LOUISA HANOUNE À TIZI-OUZOU
Ambiance en trompe-l'œil

En choisissant Tizi-Ouzou comme dernière halte de campagne, le Parti des travailleurs veut envoyer un message fort : casser la spectre du boycott qui trouve beaucoup d'adeptes dans une région où le FFS a, de manière éclatante, entamé sa première marche d'appel au boycott de l'élection présidentielle. Tout est mis en œuvre pour réussir un show électoral qui se veut à la hauteur de l'événement et de l'enjeu. C'est dans la salle OMS Saïd-Tazzrout de Tizi-Ouzou archicomble et dans une ambiance qui rappelle celle des rencontres de football que la candidate Louisa Hanoune a développé les idées fortes de son programme et son discours habituel en appelant le peuple à reprendre l'initiative et à faire du 9 avril prochain un rendez-vous historique pour marquer la rupture avec le système du parti unique et toutes les pratiques qui constituent, selon elle, un frein à la dynamique historique et de développement de l'Algérie. Louisa Hanoune, qui s'est félicitée de la venue spontanée des citoyens

de Tizi-Ouzou à son meeting, n'a pas fait mieux que les partisans du président-candidat dont elle a vilipendé les pratiques, basées, selon elle, sur le clientélisme, la mobilisation du gouvernement et des hommes d'affaires. Car l'ambiance d'hier n'a rien à voir avec celle d'il y a quelques années où les Tizi-Ouziens, réellement attentifs au discours de Louisa Hanoune, se déplaçaient en grand nombre à ces meetings. Point de tout cela hier.

Le public présenté comme étant des citoyens qui se sont mobilisés spontanément pour supporter la candidate des travailleurs est venu en majorité par bus des wilayas d'Alger, Jijel, Bouira, Setif et Boumerdès. Nous avons assisté à une rencontre qui n'a rien à voir avec le rituel électoral et politique. Pour preuve, les couleurs brandies et les chants entonnés par les centaines de jeunes à la gloire du Mouloudia d'Alger.

S. A. M.

COMMUNAUTÉ
ALGÉRIENNE
ÉTABLIE À
L'ÉTRANGER
50 % de réduction
sur les voyages
par bateau

Une convention vient d'être signée entre le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger et l'Entreprise nationale du transport maritime des voyageurs. Cette convention vise à prendre en charge 50 % du prix du ticket de voyage pendant la période comprise entre le 5 juin et le 15 septembre 2009. Au cours de la cérémonie de signature, le ministre de la Solidarité nationale a expliqué que lors de ses visites auprès de la communauté algérienne établie à l'étranger, des ressortissants algériens se sont plaints de la cherté des tickets de voyage.

Le gouvernement algérien a donc pris la décision de faciliter à la communauté algérienne les conditions pour se rendre au pays. Djamel Ould-Abbès a souligné que ce ne sont pas tous les émigrés qui ouvrent droit à cet avantage. Il s'agit de la catégorie dont le revenu mensuel est égal ou inférieur au SNMG français, soit 1000 euros. Le ministre a précisé qu'il s'agit d'une mesure de solidarité et non pas d'une action d'assistantat. «Cela découle de la volonté de l'Etat à renforcer le cordon ombilical entre la mère-patrie et la communauté algérienne vivant à l'étranger.»Djamel Ould-Abbès a également annoncé qu'un accord a été conclu avec le ministère français du Travail a propos de la situation des émigrés algériens retraités du régime de travail français.

Cette catégorie se retrouve dans l'obligation de ne pas quitter le territoire français afin de continuer à percevoir son allocation. Le contrat en question permet désormais aux retraités algériens de passer 9 mois en Algérie et 3 mois en France. A propos de la convention signée avec l'Entreprise algérienne de transport maritime, il a été expliqué que les 50 % de réduction ne concernent pas les véhicules. Par ailleurs, Djamel Ould-Abbès a annoncé que la compagnie aérienne Aigle Azur s'est alignée sur les réductions offertes par Air Algérie à la communauté algérienne établie à l'étranger.

Nabil M.